

Présentation du Canada

Nouvel objectif chiffré collectif pour le financement de l'action climatique

Février 2022

Le Canada est ravi de faire sa première présentation sur l'établissement d'un nouvel objectif chiffré collectif pour le financement de l'action climatique, comme première étape des travaux à mener en vue de tenir des délibérations sur trois ans dans le cadre de la CMA.

Le Canada se réjouit des échanges constructifs et collaboratifs qui sont ouverts, inclusifs et transparents et qui assurent une représentation participative, comme le souligne la décision [-/CMA.3](#), « Nouvel objectif chiffré collectif pour le financement de l'action climatique ». Le Canada demeure résolument en faveur d'un processus respectueux, ouvert à une variété d'intervenants et respectueux des droits de la personne et de l'égalité des sexes.

Prenant acte des résultats de la décision [-/CMA.3](#) à la COP26, nous soulignons l'importance de la nature itérative de ce processus. Le Canada collaborera avec les Parties et les parties intéressées pour s'assurer que les points de vue politiques et techniques sont échangés de façon cyclique et que les dialogues et les apports factuels alimentent le programme de travail, de sorte que l'objectif profite de ce processus triennal et le reflète. Une communication claire dans les rapports annuels, les documents techniques et les résumés des délibérations sera essentielle afin de saisir et de diffuser avec précision l'information sur les diverses composantes de ce processus.

Le paysage du financement de l'action climatique a évolué depuis que les Parties ont convenu de l'objectif de 100 milliards de dollars américains en 2009. Nous disposons désormais des enseignements tirés de ce processus, notamment dans le [Plan de mise en œuvre du financement de la lutte contre les changements climatiques](#), et nous comprenons mieux ce qui sera nécessaire pour mobiliser de nouveaux niveaux de financement. Le nouvel objectif chiffré collectif doit refléter cette évolution contextuelle, de même qu'être tourné vers l'avenir et progressif quant aux changements à venir.

L'entrée en vigueur de l'Accord de Paris, dans le cadre duquel nous menons ces négociations, est une étape clé qui se déroule depuis 2009. Le Canada attend avec impatience un nouvel objectif qui soutient les trois objectifs de l'Accord de Paris, à savoir l'atténuation, l'adaptation et la garantie que les flux financiers permettent d'emprunter une voie menant vers de faibles émissions de gaz à effet de serre et un développement résilient aux changements climatiques. En effet, à l'article 15 de la décision [-/CMA.3](#), la Conférence des Parties « décide que le nouvel objectif chiffré collectif vise à accélérer l'application de l'article 2 de l'Accord de Paris, à savoir : contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et en poursuivant l'action menée pour limiter l'élévation de la température à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels ». Un nouvel objectif doit prendre en considération le contexte des mesures d'atténuation significatives en vue de la température ciblée dans l'Accord de Paris. Il faudra également donner la priorité au financement de l'adaptation afin d'accroître la capacité des individus et des communautés à s'adapter aux effets néfastes des changements climatiques et de favoriser la résilience climatique.

Le Canada est impatient de voir un nouvel objectif qui, tout en fixant des attentes réalistes, mobilise plus de financement que jamais auparavant et dirige les flux vers les endroits où ils sont le plus nécessaires. Afin d'atteindre des niveaux de financement plus élevés, le nouvel objectif doit inclure le

financement de l'action climatique provenant d'une grande variété de sources, d'instruments et de canaux qui vont au-delà de ce qui était envisagé dans l'objectif de 100 milliards de dollars américains, y compris par des moyens nouveaux et novateurs pour mobiliser le financement privé et une base élargie de donateurs – témoignant en partie de l'évolution du paysage financier mondial depuis l'établissement de l'objectif. Il conviendra également d'accorder une attention particulière à la manière dont les Parties peuvent s'assurer que tous les flux financiers permettent d'emprunter une voie menant vers de faibles émissions de gaz à effet de serre et un développement résilient aux changements climatiques, ainsi qu'à la façon de modifier le paysage financier à cet égard pour atteindre l'objectif décrit à l'article 2.1c de l'Accord de Paris. Ces inclusions sont nécessaires pour tenir compte de la notion d'« effort mondial » figurant au paragraphe 9.3 de l'Accord de Paris.

Nous reconnaissons que les approches novatrices pour accroître le financement, comme les méthodes visant à améliorer le financement privé mobilisé, nécessiteront une réflexion et une analyse approfondies. C'est pour cette raison qu'il sera important de tirer parti des trois années de délibérations.

Le Canada s'est engagé à établir un nouvel objectif chiffré collectif qui vise à trouver des stratégies pour améliorer l'efficacité et l'efficience du financement de l'action climatique, notamment en améliorant l'accès, en mettant particulièrement l'accent sur les personnes qui sont exposées à des situations d'urgence liées au climat. De même, le Canada soutient les éléments qui simplifieront l'architecture mondiale du financement de la lutte contre les changements climatiques.

Le Canada se réjouit de travailler en collaboration avec les Parties et les parties intéressées au cours des trois prochaines années pour établir ce nouvel objectif chiffré collectif pour le financement de l'action climatique.